

Avant-propos

Dans un contexte marqué par des défis d'ampleur planétaire et une pandémie de COVID-19 potentiellement dévastatrice pour les jeunes d'aujourd'hui et les générations futures, ce rapport fournit la première évaluation comparative des politiques, lois, capacités institutionnelles et outils de gouvernance mis en place par 34 pays de l'OCDE, l'Union européenne et 8 pays non-membres pour promouvoir l'autonomisation des jeunes et la justice intergénérationnelle. Il s'appuie sur les réponses recueillies entre mai 2019 et février 2020 auprès des organismes officiels chargés de la jeunesse, des ministères de l'Éducation, de certains autres ministères sectoriels ainsi que de 81 organisations de jeunesse de pays de l'OCDE dans le cadre de l'enquête de l'OCDE sur la gouvernance de la jeunesse. Il intègre aussi certains éclairages tirés de la note de l'OCDE intitulée « *Youth and COVID-19: Response, Recovery and Resilience* » (2020).

Ce rapport a pour objet d'aider les responsables publics à mettre en place des politiques et services publics ne laissant aucune génération marginalisée. Pour ce faire, il présente des données comparatives, des éléments de référence, des bonnes pratiques et des enseignements en lien avec trois objectifs essentiels :

- accompagner la transition des jeunes vers l'autonomie ;
- renforcer leur participation et leur représentation dans la vie publique, ainsi que leur confiance à l'égard des institutions publiques ; et
- assurer l'équité des retombées de l'action publique pour toutes les générations.

Ce rapport s'inscrit dans le cadre des travaux menés par le Comité de la gouvernance publique de l'OCDE pour promouvoir une conception de l'action publique centrée sur le citoyen, au service d'une croissance inclusive. Dirigés par ce Comité, ces travaux bénéficient des discussions menées par le groupe des « Amis des jeunes PLUS », qui rassemble des délégués auprès du Comité, des responsables des politiques de jeunesse et des représentants d'organisations de jeunes et de seniors.

En outre, ce rapport s'appuie sur des éléments probants recueillis par le Comité de la gouvernance publique et ses sous-organes, ainsi que par le Comité de la politique de la réglementation. Il vient compléter les travaux menés à travers l'ensemble de l'OCDE sur l'inclusion sociale et économique des jeunes (Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales), sur le développement des compétences (Direction de l'éducation et des compétences), sur l'inclusion et les compétences en matière financière (Direction des affaires financières et des entreprises) et sur le bien-être et l'inclusion (Centre de l'OCDE pour le bien-être, l'inclusion, la soutenabilité et l'égalité des chances). Enfin, il contribue à des initiatives menées à l'échelle de l'Organisation telles que le Plan d'action de l'OCDE pour les jeunes et l'Initiative de l'OCDE pour la croissance inclusive.



Extrait de :

Governance for Youth, Trust and Intergenerational Justice

Fit for All Generations?

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/c3e5cb8a-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2021), « Avant-propos », dans *Governance for Youth, Trust and Intergenerational Justice : Fit for All Generations?*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/8c4db69e-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.